



Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence BRAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Environnement - RMCF - Délégation de Service Public - Rapport Annuel du Déléataire relatif à l'exercice 2019 - Examen

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

En vertu de l'article L. 1411-3 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), les délégataires de service public sont tenus de produire chaque année, avant le 1er juin, à l'autorité délégante, un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service. Ce rapport permet à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public.

En outre, ces rapports annuels des délégataires doivent être examinés par la Commission Consultative des Service Public Locaux, selon l'article L. 1413-1 du CGCT et par la Commission de Contrôle des Comptes, selon les articles R. 2222-1 à R. 2222-5 du CGCT.

A cet effet, le rapport du délégataire relatif à la DSP Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid portant sur l'année 2019 a donné lieu à :

- une communication au Conseil de la Métropole par délibération du 31 juillet 2020 ;
- une présentation et un examen en Commission Consultative des Services Publics Locaux, présidée par Renaud CALVAT, en date du 10 décembre 2020 ;
- une présentation et un examen en Commission de Contrôle des Comptes, présidée par Jean-François AUDRIN en date du 14/12/2020.

I) Rappel des principales modalités du contrat

Depuis le 1er janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole est devenue compétente pour le service public de distribution d'énergie au niveau local. Pour l'exercice de cette mission, elle est qualifiée « d'Autorité Organisatrice des réseaux publics de Distribution d'Energie » (AODE). Ainsi, la compétence de distribution publique de chaleur et de froid a été transférée de la Ville de Montpellier vers la Métropole qui est devenue propriétaire de ces réseaux. Le délégataire est la SERM et le réseau est dénommé Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid (RMCF).

La SERM est une société anonyme d'économie mixte locale, dont la Ville est présidente, et est actionnaire majoritaire à hauteur de 41,38%, aux côtés de la Métropole de Montpellier (28,73%), de la Ville de Palavas les flots (0,48%) et de partenaires privés (29,41%).

Le contrat de délégation de service public en date du 31 décembre 1986, a fait l'objet de plusieurs avenants dont une prolongation de durée qui en fixe le terme au 31 décembre 2030.

Le réseau public de chaleur et de froid est donc présent uniquement sur la Ville de Montpellier et se compose de 5 sites de production existants (Antigone/Polygone, Odysseum/Hippocrate, Port Marianne, Les Grisettes, Universités) et 4 en développement (Beausoleil, Nouveau Saint Roch, Mogère et EAI).

Il alimente 287 clients en chaud et 91 en froid, cela représente 1,665 millions de M² soit 15 314 équivalents logements.

En termes de ressource énergétique, une mutation forte s'est opérée depuis 10 ans pour la production de chaleur : le charbon lozérien a été remplacé par le gaz puis par le bois énergie, la chaleur fatale et la géothermie de surface. Le réseau public de chaleur et de froid a ainsi été labellisé en 2018 et 2019 Eco-réseau pour saluer ses performances économiques et environnementales. Il est alimenté en énergie renouvelable à hauteur de 70% pour la production de chaleur dont plus de 80% de bois, et à 100% pour le froid (90% en électricité garantie d'origine renouvelable, 2% en biomasse et 7% en biogaz). Le RMCF offre ainsi aux usagers une énergie décarbonée à un coût maîtrisé et avec une sécurité d'approvisionnement.

Un avenant n°5 a été établi en janvier 2020 afin d'amplifier encore le recours aux énergies renouvelables et de récupération dans les nouveaux projets de réseaux du plan quinquennal de travaux 2017/2021 conformément à la stratégie du Plan Climat Air Energie Territorial. Ce programme d'investissement prévoit notamment la valorisation des eaux usées sur le quartier Beau Soleil, la récupération de chaleur et la production d'électricité photovoltaïque sur le quartier Nouveau Saint Roch, l'extension du réseau de chaleur du quartier de l'EAI vers le quartier Croix d'Argent et la création d'un réseau basé sur la valorisation de la ressource géothermale la Mogère.

II) Présentation et analyse des conditions d'exécution et de la qualité du service délégué

L'activité

En 2019, les ventes de chaleur se maintiennent au-delà du seuil des 100 GWh annuels mais sont en baisse de 1 %, malgré la tendance météorologique favorable, avec 107 198 MWh de chaleur vendue en 2019. Cette baisse est consécutive à des mesures de gestion énergétique chez des abonnés importants ayant procédé à des travaux d'économie d'énergie. A noter une baisse des consommations du centre commercial d'Odysseum (-400MWh), consécutive aux mouvements de manifestation de l'automne 2019 et de nombreux samedis à activité réduite.

Les ventes de froid diminuent de 10 % à 35 906 MWh, malgré un été chaud et deux épisodes caniculaires de 5 jours fin juin et fin juillet. Cette diminution est liée à la baisse drastique des consommations du centre Commercial du Polygone, du fait de ses travaux de restructuration (-1800 MWh), et à une baisse généralisée chez les abonnés de type ludiques (Patinoire -250 MWh, Aquarium -240 MWh) et commerciaux (Odysseum -860 MWh).

Les ventes d'électricité pour l'année 2019 sont en légère baisse avec 26 048 MWh, suite à un dysfonctionnement ponctuel de la centrale du Polygone en décembre 2019.

12 nouveaux contrats de raccordement ont été signés en 2019 (7 en fourniture de chaleur seule, et 5 en fourniture de chaleur et froid), pour une surface totale de plus de 100 000 m²,

Principaux moyens mis en œuvre

Le coût des frais de personnel et des charges de structure est de 1 409 k€ en 2019 contre 1 316 k€ en 2018, soit une augmentation de 7,10 %. Pour l'exercice 2019, 1,35 ETP sont affectés en plus à la gestion du RMCF soit un total de 11,2 ETP.

Cette augmentation des moyens est justifiée par le développement commercial et la préparation des nouveaux projets d'investissements conformément au plan quinquennal des travaux mais aussi par la sécurisation du système de données comptables. Les opérations du RMCF ont été transférées sur le logiciel GO7 commun à toutes les activités du groupe SERM/SA3M et les immobilisations et les subventions sont désormais gérées avec le logiciel SALVIA.

La qualité du service public

Suite à un audit de surveillance réalisé en février 2019 pour l'ensemble des activités énergie de la SERM et de ses filiales, il a été renouvelé les certifications ISO 9001 et ISO 50001 confirmant la performance du système de management de l'énergie mis en place.

En 2019, 38 réclamations sont recensées, dont 26 relatives à la chaleur et 12 au froid. Elles concernent essentiellement les installations secondaires en chaleur qui sont sous la responsabilité des abonnés, ou des dysfonctionnements entraînant un déficit de la production par rapport à la demande sur le réseau froid. Ces points font l'objet d'actions correctives.

La grille tarifaire

Pour 2019 et conformément aux dispositions de l'avenant n°2 et n°4 du contrat de Délégation de Service Public le prix de vente évolue selon des coefficients pondérateurs au 1er juillet de chaque année.

Le prix moyen de la chaleur vendue en 2019 est en hausse de 2 % (81,78 € TTC/MWh contre 79,80 € TTC en 2018).

Le prix moyen du froid est également en hausse de 7 % à 123,62 € TTC/MWh (115,33 € TTC en 2018).

Cette hausse du prix moyen s'explique notamment par la baisse des ventes en volumes (-10%) qui fait augmenter mécaniquement la part fixe de l'abonnement dans le prix moyen global.

La validation d'un taux d'énergie renouvelable de plus de 50% à partir de 2016 permet de faire bénéficier à l'ensemble des abonnés d'un taux de TVA réduit de 5,5 % sur la chaleur.

III) Présentation et analyse du compte rendu financier

En 2019, le résultat net global à la clôture de l'exercice (après IS et épargne salariale) atteint 1 879 K€ en hausse de 461 K€ soit 127%. Le résultat courant avant impôts s'élève à 821 K€ contre 361 K€ en 2018. Le résultat financier s'élève à -438 K€ et s'améliore +84 K€. Le résultat exceptionnel de 1 947 K€ progresse de +302 K€ soit +18%, ce dernier est essentiellement lié aux nouveaux droits de raccordements sur le réseau.

Les produits d'exploitation à 16 917K€ sont en hausse de +2% par rapport à 2018 (+328 K€), mais cette augmentation n'est pas en lien avec le chiffre d'affaires.

Le chiffre d'affaires total de l'exercice 2019 est en effet quasiment stable et atteint 15 938 K€ contre 16 076 K€ en 2018, (-0,86%).

Les ventes de chaleur, représentant 52% du chiffre d'affaires, sont en hausse de +2 % soit +160 K€ passant de 108 170 MWh à 107 198 MWh en 2019.

Les ventes de froid représentant 23 % du chiffre d'affaires diminuent de -3,83 % soit -147 k€ passant à 35 906 MWh contre 39 951 MWh en 2018, malgré un été chaud et deux épisodes

Les ventes d'électricité, représentant 25% du chiffre d'affaires, sont en baisse de -3,67% avec 26 048 MWh produits contre 26 428 MWh en 2018.

Les charges d'exploitation de 15 658 K€ sont en baisse de -0,31% soit -48K€ par rapport à 2018.

Les achats d'énergie et fluides diminuent de - 0,92% soit -70 K€. La progression des achats de bois à hauteur de +312 K€ (soit +17,82%) est compensée par la baisse des achats de gaz de -362 K€ (soit -9,7%).

Les charges d'exploitation techniques progressent de +5% soit +93 K€.

En 2019, un budget important de 1 349 k€ a été consacré au gros entretien de l'ensemble des équipements.

Concernant les investissements du plan quinquennal 2017-2021, 5,8 M€ de travaux ont été réalisés à fin 2019 soit 17% des prévisions relatives à l'avenant 5. 80% de ces investissements ont bénéficié au réseau existant (Antigone/polygone, les grisettes, Port Marianne). On note un retard sur le démarrage des investissements des nouveaux réseaux liés notamment au décalage des projets d'aménagements concernant certaines ZAC.

IV) Conclusion et perspectives

Malgré une baisse du niveau des volumes de ventes de chaleur et de froid, le résultat d'exploitation 2019 et le résultat net après impôt sont excédentaires, en lien notamment avec une bonne maîtrise des charges. Les droits de raccordements représentent 46% du résultat avant impôts.

Le réseau chaud est toujours en développement notamment sur la partie historique avec les raccordements prévus en 2020 de nouveaux abonnés structurants comme l'Université de Richter (+2840 MWh) et le Palomaya à Port Marianne (+850 MWh), mais également avec le démarrage du nouveau réseau desservant la Clinique Beausoleil (+1070 MWh), au total une hausse de 6,9% des ventes de chaleur était attendue en 2020. De même en froid, le retour à un fonctionnement normal du centre commercial du Polygone ainsi que le raccordement de nouveaux abonnés tels que le Néos ou le Palomaya et le démarrage des installations de la clinique Beausoleil devait conduire à une augmentation des consommations de froid de 8%.

Compte tenu du contexte sanitaire en lien avec l'épidémie de Covid 19, finalement c'est une baisse importante des consommations des bureaux, commerces et établissements publics, et des retards dans le raccordement des projets immobiliers qui sont constatés. Les volumes de ventes de chaleur devraient être impactés de - 16% et celles de froid à hauteur de -24% par rapport aux prévisions.

Enfin, la perspective de réalisation du plan quinquennal de travaux confortera l'engagement du réseau de chaleur et de froid public dans le développement des énergies renouvelables et de récupération et contribuera à l'atteinte des objectifs de neutralité carbone du Plan Climat Air Energie Territorial.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- de prendre acte de l'examen du rapport du délégataire de service public au titre de l'année 2019 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-149566-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.